

Communiqué de Presse

Association 4D

Paris, le 20 avril 2005

13ème Commission du Développement Durable : la ronde des négociations a commencé

A la 13ème Commission du Développement Durable de l'ONU, les travaux suivent leur cours. Jeudi 14 avril, John Ashe a diffusé aux délégations officielles et aux Groupes Majeurs une ébauche de texte, document politique proposant une série de mesures concrètes visant à améliorer l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que les conditions de logement de plus de 1,5 milliards de personnes, aujourd'hui privées de ces droits.

Les délégations et groupes se sont réunis officiellement, toute la journée pour examiner le texte avant le démarrage des négociations en séance plénière, le vendredi 15 au matin.

Après des débuts plutôt chaotiques (difficultés d'adopter une position commune au sein d'un même groupe ; manque de concertation préalable des délégations pour l'organisation des négociations), les négociations touchent aujourd'hui à leur fin. Chacun a adopté une position et fait part de ses propositions d'amendement au texte proposé.

Les délégations officielles restent divisées face au texte en négociation

Les délégations officielles de nombreux pays industrialisés, les Etats Unis en tête, se sont félicitées de lire un texte court, clair et concis. « *Ceci est déjà une nette amélioration par rapport aux textes des précédentes CDD* », ont-ils déclamés.

Le G77, coalition de 130 pays regroupant les Etats les plus pauvres, n'est pas de cet avis. Il reproche au texte de refléter une vision des pays du Nord. Le G77 estime que ce texte ne se suffit à lui-même et qu'il est important de réaffirmer les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Mais plus que des objectifs à atteindre, ce texte devrait proposer des mécanismes de mise en oeuvre et de suivi de mesures concrètes, visant à garantir l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à un logement salubre des populations les plus pauvres.

L'Union Européenne, en accord avec cette position propose que les futures CDD soient également l'occasion d'évaluer les progrès accomplis. Les Etats Unis se sont quant à eux exprimés contre ces nouvelles propositions.

Les ONG veulent un texte reflétant des propositions concrètes et chiffrées

Les ONG ont eu en séance plénière deux minutes pour exprimer leur point de vue sur un texte, qui reste à leurs yeux, vague et qui n'induit aucun engagement concret de la part des Etats membres.

Les ONG soutiennent le G77 dans ses propositions et tiennent également à ce que l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à un habitat salubre soit présenté comme un droit et non comme un besoin. Une approche par les droits est une première étape pour que, une fois affirmés, ils puissent s'inscrire au sein d'un cadre juridique.

Outre des mesures concrètes ce texte doit prendre en considération des thèmes transversaux comme :

- La transparence et la bonne gouvernance
- La participation des citoyens au niveau local
- La paix et la sécurité
- L'évaluation des Ecosystèmes pour le Millénaire
- L'éducation au développement durable

Ce texte fait par ailleurs abstraction d'une gestion partagée des eaux, nécessaire à une distribution et répartition équitable de la ressource et n'aborde pas ou peu la question de la privatisation des services d'eau potable et d'assainissement, point largement rejeté par les ONG.

Les ONG recommandent plus globalement que le texte de la 13^{ème} CDD s'inscrive dans une stratégie globale de développement durable, articulant l'élimination de la pauvreté, l'acquisition de modes de production et de consommation durables, et la protection des ressources naturelles.

Les négociations touchent à leur fin

Une nouvelle version du texte en négociation a été adoptée le 15 avril. Il servira de base de discussion les 18 et 19 avril, date à laquelle un texte final devrait être adopté.

Le texte adopté sera par définition consensuel car il devra mettre d'accord près de 192 représentants des Etats membres. Espérons seulement que les positions et propositions du G77 et des ONG seront entendues et incluses.

Le président de la CDD-13, John Ashe, s'est entretenu avec les ONG à deux reprises

Vendredi 15 avril, John Ashe, président de la CDD-13 rencontrait pour la seconde fois les ONG. Les discussions ont essentiellement tourné autour du texte en négociation.

- Un représentant d'ONG a souligné que ce dernier ne contenait pas d'échéanciers précis, d'ordre de grandeur des montants financiers nécessaires pour entreprendre le travail, ni de qui serait responsable pour la bonne mise en œuvre des décisions prises.

- John Ashe a rétorqué que la CDD n'existe pas dans le vide et qu'un certain nombre d'autres textes ont des chiffres précis, tels que le Programme d'Action de Jo'burg, le Consensus de Monterrey, etc., et qu'il fallait donc que les Etats s'y réfèrent (en suggérant ainsi qu'ils n'avaient donc pas besoin de figurer dans le texte de la 13^{ème} CDD).

- Un représentant d'ONG a tout de suite fait remarquer que, cependant, pour une mise en œuvre des recommandations issues de la 13^{ème} CDD, il fallait que le texte contienne des données quantitatives.

- Une autre question lui a été posée sur comment il voyait le lien entre la CDD et les OMD, et même le Sommet du Millénaire + 5.

- Il répond que le rôle de la CDD est de contribuer à ces processus.

- Enfin, un représentant d'ONG un peu frustré lui a lancé : « Soyez un peu plus direct et innovant dans le langage du texte négocié, et nous [ONG] vous soutiendrons ! » (par exemple, au lieu de dire « promouvoir l'accès à l'eau », écrivez plutôt « assurer le droit d'accès à l'eau »). Les ONG ont toutes applaudi à cette proposition.